

INFO

Direct ¹

Soir Première ▶

Économie

Processus de Kimberley: renforcer la chasse aux diamants de sang



(//app-eu.readspeaker.com/cgi-bin/rsent?customerid=7764&lang=fr_be&readid=id-text2speech-article&url=www.rtbf.be%2Finfo%2Féconomie%2Fdetail_processus-de-kimberley-renforcer-la-chasse-aux-dimants-de-sang%3Fid%3D10072396)



#

Renforcer la chasse aux diamants de sang - © Justice et paix

Thierry Vangulick

🕒 Publié le mardi 13 novembre 2018 à 19h21

Le diamant et plus particulièrement ce qu'on appelle le diamant de sang est au centre des débats d'une rencontre internationale, le processus de Kimberley dont la session plénière se tient depuis ce lundi à Bruxelles. La Belgique est une véritable plaque tournante du commerce mondial du diamant.

Newsletter info Recevez chaque matin l'essentiel de l'actualité.

OK (https://www.rtbf.be/info/moncompte?newsletter=info&source=rtbfinfo_newsletter-

85% des diamants bruts extraits dans le monde transitent par Anvers qui compte pas moins de 1500 entreprises liées à ce secteur. Un secteur qui pèse lourd dans notre économie avec 6500 salariés directs et 35.000 personnes liées à l'activité diamantaire,

essentiellement à Anvers. Et un chiffre d'affaires qui avoisine les 50 milliards de dollars.

Cette semaine à Bruxelles se tient une session très importante du Processus de Kimberley. Un accord international qui, depuis 2003, organise la chasse aux diamants de sang, appelés aussi diamants de conflits. C'est-à-dire des diamants qui servent à financer des rébellions en guerre contre des gouvernements légaux. Des groupes armés qui usent de graves violences contre les mineurs et leur famille voire envers des populations entières. C'est le cas par exemple en Centrafrique aujourd'hui.

ONG et industrie du diamant : même combat

Les 81 pays signataires de l'accord doivent se prononcer sur une réforme qui devrait rendre encore plus efficace la chasse à ces diamants de sang. Et pour une fois, les industriels sont d'accord avec les ONG. *"Nous avons travaillé avec les ONG qui représentent la société civile au sein du processus de Kimberley, explique Stéphane Fichelet, président du Conseil mondial du diamant. Et ensemble nous déposons une proposition qui vise à élargir la notion de diamant de conflit. Jusqu'ici, elle désigne les diamants qui servent à financer les conflits armés. Aujourd'hui, nous voulons inclure toutes les formes de violence qui accompagnent le commerce de diamant depuis son extraction jusqu'à son arrivée chez le bijoutier."*

Mais tous les signataires du processus ne sont pas d'accord avec cette réforme. Elise Rousseau, chercheuse en Sciences politiques à l'Université de Namur et prépare un doctorat sur cette question. *"En 2003, lors du lancement de ce processus, le but était de lutter contre les violences qui accompagnaient le commerce du diamant en Angola, Sierre Leone ou le Libéria",* détaille-t-elle.

Et on peut dire que cela a été payant puisqu'aujourd'hui, moins de 4 % des diamants bruts extraits dans le monde ne proviennent pas de mines ou de sites légaux. Et on peut parler de traçabilité. Les diamants bruts arrivent à Anvers emballés dans des colis accompagnés d'un certificat de Kimberley qui attestent de leur origine. Sans ce certificat, pas de taille possible et pas d'exportation vers un autre pays. Mais une fois poli et taillé, le diamant n'est plus suivi et "disparaît" des radars.

"Mais c'est justement là que ça coince, déplore Agathe Smyth de l'ONG Justice et Paix. Sur les 24 pays producteurs de diamant, 17 sont situés en Afrique. Et le seul pays pour l'instant où on trouve encore ces diamants de sang, c'est le Centrafrique. Et ceux qui bloquent la réforme, ce sont principalement les pays où l'on extrait ces fameux diamants."

Et la Belgique ?

La Belgique, acteur incontournable de ce marché, s'aligne sur l'Union européenne qui préside la session plénière et qui est favorable à la réforme. Mais la prochaine session sera présidée par l'Inde qui est, elle, opposée à la réforme. C'est donc une course contre la montre qui est engagée cette semaine à Bruxelles. Un accord est important pour les ONG mais aussi pour le secteur diamantaire qui veut absolument redorer son image de marque. Elise Rousseau analyse : *"C'est vrai car à l'heure actuelle, les clients sont plus sensibles à l'origine et à la manière dont les diamants sont produits. La question éthique devient un vrai enjeu pour l'industrie qui veut des pierres propres. Surtout face à la concurrence du diamant synthétique qui lui est par définition produit dans des entreprises ayant pignon sur rue et vierges de toute relation avec des pays en guerre."*

Car si les diamants sont éternels; aujourd'hui ils doivent aussi être durables !

Sur le même sujet

ONG

Diamant